

Pétrole : le secteur broie du noir

Par [Christophe Alix](#) et [Coralie Schaub](#) —

Une plateforme pétrolière, en Afrique du Sud, en 2011. Photo Mike Hutchings.Reuters

La surproduction, qui fait dégringoler les prix depuis le pic de l'été 2014, a des conséquences néfastes sur tout un pan de l'économie française et mondiale.

- Pétrole : le secteur broie du noir

Avec un baril tombé à 30 dollars et un litre de gazole à 1 euro et des poussières, les automobilistes ont le sourire à la pompe. Mais les pétroliers font grise mine. Total a annoncé jeudi un résultat net ajusté en recul de 18 % pour 2015, à 10,5 milliards de dollars. Ce qui est plutôt miraculeux par rapport au plongeon des autres majors du pétrole. Tout le secteur s'est enfoncé dans la crise, dans le sillage d'un baril qui a cédé 75 % de sa valeur en dix-huit mois. Le bénéficiaire net du numéro 1 mondial, Exxon, a été divisé par deux, celui de Chevron par quatre et celui de Shell par sept. Le britannique BP et le norvégien Statoil ont vu leurs comptes virer au rouge.

Les parapétroliers dégustent encore plus : en tant que sous-traitants, ils sont en première ligne. Le français Vallourec, qui fabrique des tubes pour gazoducs et pipelines, vient d'annoncer un plan de restructuration, avec 1 000 suppressions de postes en Europe, assorti d'une augmentation de capital d'1 milliard d'euros. Quelles sont les causes et les conséquences de ce contre-choc pétrolier ? La punition infligée à l'industrie des hydrocarbures, première responsable du réchauffement climatique, est-elle durable ?

Une chute des prix...

Après une décennie d'euphorie, entre 2004 et 2014, où les prix du pétrole avaient flambé, c'est la gueule de bois. Depuis l'été 2014 (environ 150 dollars), le prix du baril n'a cessé de piquer du nez, pour chuter aux environs de 27 dollars fin janvier, son plus bas niveau depuis 2003. La raison principale ? Une offre excédentaire due à la bulle des gaz et pétrole de schiste aux Etats-Unis. Indexés sur ceux du pétrole, les prix du gaz ont eux aussi plongé. Et les principaux pays producteurs ne font rien pour endiguer la surproduction. En janvier, l'Opep (les pays exportateurs de pétrole) a extrait plus de 32 millions de barils par jour (mbj), soit 280 000 barils quotidiens supplémentaires par rapport à décembre et près de 1,7 mbj sur un an. Quant à la Russie, sa production reste au plus haut, signant même un nouveau record et une progression de 1,5 % en janvier. Avec une Opep qui continue à pomper et le retour de l'Iran sur le marché, le monde va rester submergé d'or noir à prix cassé. *«Il y a une baston générale entre tous les producteurs avec Mike Tyson au milieu, c'est-à-dire l'Arabie Saoudite, qui refuse de fermer les vannes. Pendant cinq ans, le chef de file des pétroliers a assisté à la montée en puissance des producteurs de pétrole de schiste américain, explique Matthieu Auzanneau, chargé de la prospective au Shift Project, un think tank spécialisé dans l'énergie. Or, ces derniers sont devenus très vulnérables, puisqu'ils ont besoin d'un baril à 100 dollars pour être rentables. Les Saoudiens, qui n'ont aucune raison d'être sympas avec eux, ont décidé de donner une*

bonne suée au marché.»

...qui devrait durer

Le baril a bien tenté de rebondir avec les spéculations sur une réduction concertée de l'offre entre l'Opep et la Russie. Mais ce scénario est battu en brèche par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Dans son rapport de février, paru mardi, elle douche les espoirs de ceux qui s'accrochaient à cette remontée des prix à court terme, soulignant que la probabilité d'un tel accord est très faible. En dépit de l'ajustement de la production globale, qui s'est repliée de 200 000 barils en janvier (à 96,5 mbj) du fait de la chute de la production du pétrole de schiste américain, les prix ne remontent pas. Ils pourraient même continuer à baisser, pris en tenaille entre une conjoncture mondiale qui dégringole et des stocks qui gonflent. *«Tant qu'il n'y aura pas d'amélioration de la croissance, à commencer par celle de la Chine, les prix ne remonteront pas, poursuit Auzanneau. D'autant que tout le monde a profité des prix bas pour faire des stocks.»* Les réserves sont à des niveaux tels, prévient Goldman Sachs, qu'elles risquent de saturer les capacités de stockage, qui ont pourtant beaucoup augmenté ces dix dernières années. Et la banque américaine de redouter un nouveau décrochage qui pourrait faire chuter le cours jusqu'à 20 dollars. *«Les investissements étant coupés, il finira par y avoir moins de pétrole sur le marché, note cependant Thomas Porcher, économiste spécialiste de l'énergie, les prix vont alors mécaniquement remonter. Mais personne ne sait si ça sera dans trois, cinq ou dix ans.»* Tout dépendra donc de l'ampleur de l'ajustement de la production dans les prochains mois et d'une conjoncture mondiale qui, après avoir été dopée par la baisse des prix du pétrole, en accuse le contrecoup. *«Après le contrechoc pétrolier de 1985-1986, conclut Auzanneau, les cours avaient commencé à remonter au début des années 90.»*

Un impact sur les pays producteurs...

Les moins solides et les plus instables sont en première ligne. *«C'est le cas de la Russie, du Nigeria, du Venezuela ou de l'Algérie. On va au-devant de problèmes sociaux gravissimes dans ces pays, lourds de menaces pour la planète»,* note Francis Duseux, de l'Union française des industries pétrolières. Matthieu Auzanneau confirme : *«Le Brésil subit une crise très grave dans le sillage de sa compagnie Petrobras. Le Texas a des problèmes budgétaires. Au Canada, l'exploitation des sables bitumineux est à l'arrêt. En Irak, Daech a baissé les salaires, mais il y a aussi un impact sur les peshmegas kurdes, qui ne sont plus payés depuis des mois... Dans tous les pays très fortement dépendants de leur production de pétrole, la situation est explosive. Le seul précédent historique, c'est le contrechoc pétrolier du milieu des années 80, après le choc de 1979. A l'époque, une des victimes collatérales de l'effondrement des cours avait été l'URSS.»* Nous voilà prévenus.

...et sur tout un secteur

Les majors ont taillé dans leurs activités d'exploration-production et gelé leurs investissements. Avec des conséquences à la hauteur du secteur : monumentales. *«Quand les prix du baril dépassaient les 100 dollars, l'industrie pétrolière investissait au total plus de 600 milliards de dollars par an, rien que dans la production. C'était le premier secteur mondial en terme d'investissements, et ça l'est toujours, rappelle Auzanneau. Avant la chute des cours mi-2014, le chiffre d'affaires du secteur était dix fois plus gros que celui de n'importe quelle autre industrie, loin devant l'automobile, le numéro 2, qui reste cinq fois plus petit.»*

Ce sont encore les majors du pétrole et du gaz, en particulier Total, qui s'en tirent le mieux, car elles récoltent les fruits de leurs investissements passés, et surtout gardent d'excellentes marges dans leurs activités de raffinage, qui profitent, elles, de la chute des cours de l'or noir. En revanche, les parapétroliers, comme les français Vallourec, CGG ou Technip, qui vendent aux compagnies pétrolières et gazières équipements et services (tuyaux, pompes, engins de forage et de recherche sismique...) subissent de plein fouet la chute des investissements en exploration-production. Selon l'organisme de recherches IFP Energies nouvelles, ces derniers se sont effondrés de 21,1 %, à 539 milliards de dollars, en 2015 et ils devraient continuer à baisser de 10 % cette année. Des centaines de milliards d'investissements qui ne vont plus dans la poche des sous-traitants pétroliers. Pressées de réduire leurs coûts, ces entreprises sont en première ligne. *«Un peu comme quand les ventes ralentissent dans l'industrie automobile : les premiers impactés sont les sous-traitants et les services. Alors que les pétroliers continuent quand même à sortir du pétrole»*, résume Auzanneau.

Des emplois menacés...

Des centaines de milliers d'emplois ont déjà été supprimés en dix-huit mois, dont plus de 100 000 dans le pétrole et le gaz outre-Atlantique. Plusieurs majors, dont la britannique BP, ont annoncé des plans de réduction d'effectifs. Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, s'est voulu, lui, rassurant, indiquant que *«l'emploi ne peut pas être la variable d'ajustement»* et que le groupe se contenterait de remplacer moins de départs en retraite. Il a déjà réduit ses effectifs de 2 000 personnes, sur environ 100 000 salariés.

Chez les sous-traitants, outre les 1 000 suppressions d'emplois annoncées chez Vallourec, le spécialiste des études sismiques CGG sacrifiera 930 emplois, dont un tiers en France (après une saignée de 3 500 emplois sur 11 000 depuis 2014) et Technip a annoncé 6 000 suppressions de postes, dont 330 en France. La situation de Vallourec inquiète particulièrement le gouvernement. Le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, s'est fixé pour objectif *«de ne fermer aucun site»* après les deux laminoirs de Saint-Saulve (Nord) et Déville-lès-Rouen (Seine-Maritime) qui, eux, sont condamnés.

Dans ce contexte, il y a de la concentration dans l'air : les spéculations sur un mariage entre Technip et CGG ou un adossement de Vallourec au japonais Nippon Steel vont bon train. *«Pas mal de petits risquent de se faire avaler par quelques gros acteurs»*, estime Matthieu Auzanneau.

... si nul n'est décidé à se diversifier

La question, pour les pétroliers, est de savoir comment traverser cette tempête et en sortir indemne. Le Shift Project leur recommande d'accepter l'idée d'un prix du carbone. Ce qu'ils font déjà depuis quelques mois : Total, Shell, BP ou Statoil recentrent leurs activités sur le gaz. Ils militent pour un prix du carbone qui avantage ce dernier au détriment du charbon, encore plus polluant. Pour beaucoup d'observateurs, la baisse des prix des hydrocarbures peut être une opportunité pour le secteur. Qui devrait en profiter pour changer de cap et se lancer vraiment dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Au politique, aussi, de jouer son rôle. L'Etat injecte de l'argent public pour aider Vallourec ou CGG ? *«Fort bien, estime l'économiste Thomas Porcher. Mais autant y aller à fond et ne pas se contenter de jouer simplement au pompier : il s'agit de renouer avec le rôle d'Etat stratège, en changeant réellement de vision, en conformité avec les conclusions de l'accord de Paris sur le climat, pour faire en sorte que ces entreprises ne dépendent pas que des hydrocarbures.»*

[Christophe Alix](#), [Coralie Schaub](#)